

# Les leçons de la crise :

## "Cette crise est celle du capitalisme, pas du libéralisme"

LEMONDE.FR | 30.10.08 | 18h16 • Mis à jour le 30.10.08 | 19h06

L'historien et économiste français Nicolas Baverez, en 2005.

**Quelle analyse faites-vous de la crise actuelle ? On entend dire ou on lit qu'elle marque la fin d'une époque, partagez-vous ce sentiment ?**

**Nicolas Baverez :** Il existe deux types de crise du capitalisme : des crises ponctuelles, comme nous en avons connu avec le krach de 1987, l'effondrement du fonds LTCM en 1997, ou encore la crise asiatique de cette même année ; et puis des crises globales du capitalisme comme, au XX<sup>e</sup> siècle, la grande déflation des années 1930 ou les chocs pétroliers des années 1970.

Il ne fait pas de doute que nous vivons une nouvelle crise globale du capitalisme dans sa forme mondialisée. Une crise qui marque la fin du cycle ouvert à partir des années 1980, placé sous le signe du retrait des Etats au profit des marchés, de l'ouverture accélérée des frontières à partir de la chute du mur de Berlin, de l'innovation technologique enfin.

De ce cycle, la finance était à la fois la pointe avancée et le symbole. Sa chute marque donc une nouvelle grande transformation du capitalisme.

**On parle, et notamment M. Sarkozy, de la fin du capitalisme financier avec cette crise. Qu'est-ce que cela veut dire ?**

**Nicolas Baverez :** Je pense en réalité que c'est le capitalisme mondialisé qui est en cause, et non pas le capitalisme financier. D'une manière générale, la distinction entre économie réelle et économie financière est problématique.

Les périodes de bulle correspondent à une expansion simultanée de l'économie réelle et de l'économie financière, comme ce fut le cas dans les années 1920, comme ce fut le cas également au cours des deux dernières décennies.

Ce qui est en cause aujourd'hui, c'est moins l'économie financière qu'un modèle fondé d'un côté sur des pays qui s'endettaient pour consommer et importer, à l'image des Etats-Unis, du Royaume-Uni, de l'Espagne ou de l'Irlande, et de l'autre côté des pays qui épargnaient pour investir et exporter, à l'image de la Chine, de l'Allemagne, du Japon ou de la Corée.

Aujourd'hui, c'est l'ensemble de ce modèle et du capitalisme mondialisé qui sont entrés en crise.

**Est-ce que cette crise marque l'échec et la fin du libéralisme ?**

**Nicolas Baverez :** Le libéralisme est souvent confondu à tort avec l'idée de l'autorégulation du marché, qui relève du mythe, ou l'absence d'Etat.

Cette crise est celle du capitalisme dans sa forme mondialisée, qui va devoir de toute évidence muter pour intégrer davantage de régulation.

Elle n'est pas celle du libéralisme, qui est une doctrine politique fondée sur le primat et l'autonomie de la décision collective, sur un équilibre entre l'autorité et la responsabilité.

Le capitalisme est entré en crise précisément pour avoir cédé à la démesure et voulu s'émanciper d'institutions politiques, de règles et d'une éthique qui veut que les rémunérations soient proportionnelles aux risques et aux performances.

Le néoconservatisme américain est par ailleurs antilibéral, comme il a été démontré dans la restriction des libertés publiques ou dans sa volonté de soumettre la démarche scientifique à des dogmes religieux.

Aujourd'hui, l'objectif consiste à remettre en route le fonctionnement normal des marchés et de l'Etat de droit. Et ceci relève précisément d'une démarche libérale.

**N'est-ce pas la revanche de Keynes sur les "Chicago boys" ?**

**Nicolas Baverez :** La fin du cycle engagé depuis les années 1980 correspond de fait à l'achèvement d'un moment post-keynésien, qui avait vu le retour en force d'une norme de fonctionnement du capitalisme accordant la priorité aux entrepreneurs, dans le droit-fil de Schumpeter et de la régulation par la politique monétaire, en vertu des préconisations de Milton Friedmann.

Et il est bien clair que la crise que nous traversons aujourd'hui, dans sa dimension de déflation par la tête, renvoie d'un côté aux analyses d'Irving Fisher, de l'autre aux recommandations de Keynes.

Encore ne faut-il pas se tromper sur l'héritage de Keynes, qui était un libéral cherchant à trouver les solutions les plus efficaces face à une rupture des marchés.

Aujourd'hui, nous nous trouvons confrontés à la situation de trappe à liquidités décrite par Keynes.

D'où la légitimité d'une intervention de l'Etat pour recapitaliser et garantir les banques, pour soutenir l'activité, pour venir au secours des plus défavorisés et des moins qualifiés, qui sont les premières victimes du choc.

Mais cette intervention ne doit pas conduire l'Etat à se substituer au marché. Sa mission consiste à préparer les conditions du retour à la normale.

**Faut-il plus de réglementation ? Et comment ?**

**Nicolas Baverez :** Les difficultés ne sont pas tant venues de l'absence de réglementations que de leur caractère procyclique, par exemple pour le principe comptable de la "*fair market value*" ou de la coexistence d'activités fortement réglementées, par exemple les banques commerciales, avec des activités ou des aires géographiques hors réglementation, qu'il s'agisse des agences de notation, des courtiers, des banques d'investissement ou de certains paradis fiscaux.

D'où l'importance d'évoluer vers des réglementations plus homogènes, et surtout vers des contrôles plus effectifs. De ce point de vue-là, il est essentiel de réduire le nombre des régulateurs, qui est de cinquante-six dans les pays développés.

En Europe particulièrement, il serait judicieux de confier la supervision des banques et des établissements financiers à la Banque centrale européenne, et non plus aux autorités nationales, qui n'ont qu'une vision partielle de l'activité d'acteur mondialisé.

**Adrien de Tricornot**